

Sommaire

Introduction : À contre-destin 7

En guise de prologue : Bonheur, richesse et utilité. L'argent fait-il le bonheur ? 23

I. Hier, ailleurs

1. La rareté reconsidérée 51

2. Le don contre le marché 59

3. Naissance du marché (I). Une critique de Fernand Braudel 71

4. Naissance du marché (II). Marché et capitalisme 97

5. Naissance du marché (III). Marché et démocratie 117

II. Considérations intermédiaires

6. De l'idée de contrat 137

7. Esquisse d'une analytique du don 165

8. Monnaie des sauvages et monnaie des modernes 173

9. *Embedded* ou *disembedded* ? Contextualité et indépendance des ordres 181

III. Ici et demain : au-delà de l'économique

10. Incertitudes de l'économie solidaire	199
11. Les deux sens du concept d'économique et leur coalescence tendancielle	207
12. Esquisse d'un concept synthétique de l'économique	219
13. Sur l'idéal du développement durable	233
14. La question du développement durable comme question politique. Illimitation et irréversibilité	249
15. Ambiguïtés et impasses de la mondialisation	257
16. Quelle autre mondialisation ?	275
Conclusion. Un monde à échelle humaine est-il encore possible ?	287
Bibliographie	299
Textes originels	309
Table	311

Introduction

À contre-destin

« Il est dur de vivre dans la nécessité [économique, A. C],
mais rien n'oblige à vivre dans la nécessité. »

ÉPICTÈTE.

Plus que jamais, pour nous, la force du destin se présente sous les traits de la nécessité économique. Implacable. Licenciements, délocalisations, chômage de masse, spéculation, krachs boursiers, effondrement économique de régions ou de pays entiers soudainement sinistrés, corruption, argent de la drogue, prolifération des réseaux mafieux et criminels, catastrophes écologiques... La liste est longue de ses ravages. Et personne ne peut plus exclure que, sous le coup de la concurrence des nouvelles puissances économiques émergentes, à main-d'œuvre bon marché et surexploitée, ou de la raréfaction du pétrole, l'Europe occidentale, hier si prospère, ne voit rapidement s'effondrer une grande part de son système économique et social. Que pèseront alors les droits acquis, les garanties statutaires, les multiples arrangements et compromis sociaux qui ont permis à chacun, un temps et bon an mal an, de trouver à peu près sa place? Une place, tout au moins. Vivable.

Mais le destin, tel Janus, a deux faces. Nous tolérons ou nous nous résignons à sa face sombre parce que nous ne sommes pas prêts à renoncer à ce que nous promet l'autre : des produits toujours meilleur marché, à profusion et, plus profondément, un accroissement apparemment inouï de notre puissance d'agir individuelle. À qui désire

quelque chose, rien ne semble plus impossible, interdit ou inaccessible. Tout le monde peut ou pourra rapidement se brancher sur le monde et en devenir, pour sa part et à son échelle, maître et possesseur grâce à Internet. Il n'est pas jusqu'à notre corps, à notre descendance ou à nos amours qui ne deviennent l'objet du libre choix individuel. De la volonté. De notre volonté. Cet accroissement vertigineux de la liberté individuelle apportée au plus grand nombre, n'est-ce pas là l'apothéose de l'idéal démocratique ? Les aspects sombres du destin économique représentent le prix à payer pour sa réalisation, nous fait-on comprendre par mille canaux.

Ce prix, toutefois, n'est-il pas trop élevé ? trop ruineux ? trop risqué ? Peut-être, mais avons-nous le choix ? Apparemment non, et c'est là que réside tout le problème. L'explosion évidente de notre liberté individuelle s'accompagne d'une perte corrélative de notre liberté collective, *i.e.* de la possibilité de peser le pour et le contre et de choisir ensemble notre destin. Choisir ensemble ? Mais quel ensemble ? ensemble avec qui ? Qui est avec qui et qui est contre qui, d'ailleurs ? Le problème, c'est que nous ne pouvons ou ne savons plus poser la question de savoir si le jeu en vaut la chandelle, et si nous sommes réellement prêts à payer le prix de notre soumission aux diktats impersonnels de l'économie pour garantir notre liberté individuelle. Tout au plus pouvons-nous tenter de nous y adapter, au jour le jour. Aucun parti politique actuel ne fait et ne sait faire autre chose. Sauf dans le semblant. C'est en cela que l'économie est devenue notre destin. Implacable parce que non choisi, incarnation de l'inéluctable. Le marxisme, plus ou moins vulgaire, professait que l'économie est déterminant « en dernière instance ». Si seulement c'était encore en dernière instance ! Cela signifierait qu'il en subsiste d'autres. Or l'économie semble désormais déterminant non seulement en dernière mais tout autant en première, en deuxième, en troisième ou dans toutes les instances. Qu'est-ce qui lui échappe encore et lui résiste ?

Nul doute, donc, que l'économie ne figure notre destin et ne détermine l'essentiel de notre existence. Mais pourquoi en est-il ainsi ? Devons-nous penser cette toute-puissance de l'économie comme une loi de la nature, comme un phénomène ou un cataclysme naturels, au même titre que les cyclones, les ouragans, la désertification ou la montée du niveau des océans ? De quoi est tissée la force du destin ? Incontestablement, de choses bien réelles et palpables, de matières premières et de ressources naturelles, de myriades infinies de machines

et d'outils, de monceaux de capitaux physiques ou virtuels, d'armées qui les protègent, de besoins à satisfaire, d'intérêts qui s'affrontent, de désirs qui s'entrechoquent. Mais, nous le voyons bien, ces différents facteurs ne sont pas de même ordre. Aucun d'entre eux ne se réduit à une pure matérialité – que valent des ressources naturelles non connues, non recensées, non exploitables par des techniques données, des machines sans ingénieurs? –, mais les derniers incorporent et mobilisent une plus grande part d'imaginaire et de croyance que les premiers. La réalité, bien réelle, de l'économie est aussi faite, et sans doute d'abord faite, de croyances en la réalité de l'économie, des besoins, de la nécessité technique, des intérêts et des désirs. C'est sans doute dans la compréhension de cette dimension non économique de l'économie, de cette part de la croyance qui est en son cœur, que réside notre seule chance de reconquérir une certaine maîtrise de notre destinée et d'imaginer de manière plausible un autre cours que celui, tragique, que le monde est en train de prendre à grands pas.

INSUFFISANCES DE LA CRITIQUE HÉRITÉE DE L'ÉCONOMIQUE

Tenter d'aller ainsi à contre-courant, à *contre-destin*, pour infléchir ce qui apparaît inéluctable et hors de discussion, implique donc un effort théorique d'un genre assez particulier et dont la nature, le statut et les enjeux ne sont pas au départ facilement identifiables. Si nous sommes là où nous en sommes, si le monde bascule dans l'économisme généralisé, c'est, manifestement, parce que les innombrables critiques de l'économie et de la science économique qui se sont succédé depuis deux siècles ont largement manqué leur cible. Il ne servira donc pas à grand-chose de refaire toujours un peu plus, ou même un peu mieux, de ce qui s'est déjà révélé insuffisant et de rajouter de la critique à la critique – critique moralisatrice, critique scientifique, critique critique, etc. Le marxisme, qui aura représenté le courant critique de l'économie de loin le plus puissant, s'est révélé en définitive impuissant pour ne pas avoir su se libérer de ses ambiguïtés constitutives : la critique de l'économie politique doit-elle être développée en vue de produire une science économique plus scientifique que la science économique bourgeoise ou pour dépasser la science économique et son scientisme anti-politique? L'affirmation que l'économie est déterminant en dernière instance, qu'il constitue le seul réel, l'infrastructure véritable de

la société, doit-elle être comprise comme une critique de l'idéalisme de la pensée bourgeoise – qui veut se masquer la réalité – ou bien, au contraire, comme son expression la plus radicale (le néolibéralisme après tout, champion du tout-économique, dit-il autre chose quant au fond, même si c'est pour en tirer des conclusions opposées ? Lui aussi, ne rapporte-t-il pas tout à un économique déterminant en dernière instance ?). Le socialisme ou le communisme doivent-ils être édifés en vue de réaliser une économie rationnelle et de multiplier les richesses matérielles, ou bien pour sortir de l'empire de la nécessité économique en sortant du règne de l'économie ?

Dire que rajouter de la critique à la critique ne servira pas à grand-chose de décisif ne veut pas dire que cela ne sert à rien. Loin de là. Face à l'hégémonie d'une pensée économique unique, toutes les formes anciennes ou nouvelles de pensée ou de science économique non orthodoxes sont précieuses et infiniment bonnes à prendre. L'actualisation du keynésianisme et de l'institutionnalisme par Joseph Stiglitz a permis une critique radicale de l'action dévastatrice du FMI et contribué à l'infléchir. La mise en évidence par le néo-institutionnalisme américain ou par l'école des conventions en France du fait que l'ordre économique ne peut pas être autosuffisant ou autocohérent, qu'il lui faut pour être efficace s'organiser à partir de règles de coordination des agents qui échappent à l'ordre strictement marchand – la démonstration, en un mot, de l'incomplétude du marché –, tout cela ouvre une brèche notable dans l'univers trop robuste des croyances dominantes en théorie économique.

De son côté, l'école de la régulation soutient depuis une trentaine d'années, avec éloquence et de manière convaincante, que les systèmes économiques réels – pas ceux de la théorie abstraite – doivent d'abord être conçus comme des systèmes politiques qui institutionnalisent un certain compromis entre les classes sociales et que ce compromis lui-même doit être analysé en termes historiques. La nouvelle économie morale et politique développée par le prix Nobel d'économie Amartya Sen a bien évidemment parfaitement raison d'insister sur l'idée que l'objectif véritable de l'économie (et de la science économique) ne doit pas être de multiplier les seules richesses matérielles mais, bien plus profondément, d'accroître la puissance d'agir – les *capabilities* – du plus grand nombre. D'un autre côté, la nouvelle sociologie économique, impulsée par Mark Granovetter et, dans son sillage, par un grand nombre d'autres auteurs, a beaucoup fait pour nous convaincre

que le marché abstrait des économistes, celui qui est supposé faire se confronter une masse d'offreurs anonymes à une masse tout aussi anonyme de demandeurs, n'a aucune réalité car tous ces marchés, y compris les plus abstraits comme le marché boursier, sont toujours organisés en fait sur la base de réseaux de relations sociales interpersonnelles¹.

Tout cela, donc, est bon à prendre et à développer. Qu'est-ce qui manque pourtant à toutes ces approches, pourtant bienvenues, pour donner crédibilité à un autre destin que celui qui nous attend ? D'abord, assurément, de se synthétiser tendanciellement et de faire front commun, au lieu de s'épuiser dans des querelles (ou des ignorances) d'école pas toujours indispensables, et de tirer toutes les conséquences normatives et politiques du travail de la critique analytique. Mais aussi, sans doute, plus en profondeur, de reconnaître explicitement la dimension de croyance, la part d'imaginaire et de symbolique présente au cœur de la réalité économique. Ou encore, et c'est cela qui est le plus difficile à saisir, de ne pas méconnaître la réalité et la systématité de l'économie (comme tend à le faire la critique gauchiste ou sociologiste), tout en, à l'inverse, ne surestimant pas la naturalité et l'objectivité des faits économiques qui, « en dernière instance », renvoient toujours à des décisions sociales.

Formulons en quelques mots ce qui reste encore problématique dans les approches critiques mentionnées à l'instant. Le problème principal que posent, à des degrés divers, les écoles économiques néoinstitutionnalistes, régulationnistes ou conventionnalistes, c'est justement qu'elles persistent à se penser comme des approches économiques, comme des variantes plus ou moins légitimes ou dissidentes de la science économique. Voilà qui va apparemment de soi puisque tous les auteurs qui se réclament de ces divers courants ont en effet été formés dans le cadre de la discipline économique et que c'est là qu'ils puisent une bonne part de leurs outils de pensée et trouvent l'essentiel de leurs interlocuteurs et de leurs adeptes. Il n'en reste pas moins vrai qu'à partir du moment où le discours dominant en économie, celui qui définit la matrice de l'identité disciplinaire, repose sur la certitude de la naturalité, de l'objectivité, de l'indépendance et de la clôture autoréférentielle de l'ordre économique sur lui-même, tout discours

1. Après réflexion, nous avons décidé de ne pas donner de références bibliographiques dans cette introduction pour éviter d'en faire un livre avant le livre. Nous aurons tout le loisir de les indiquer au fil des chapitres qu'on va lire.

qui s'inscrit sous la bannière de la science économique, fût-ce pour la critiquer, aboutit en fait à l'accréditer et à renforcer la croyance en la vérité profonde de son noyau propositionnel constitutif.

Il est significatif d'observer ainsi que la macro-économie keynésienne n'a jamais réussi à conquérir une véritable autonomie par rapport à la micro-économie dominante. Et il est tout aussi frappant de constater qu'au terme de leur trajectoire intellectuelle, les auteurs tant régulationnistes que conventionnalistes en viennent à juger déterminants, en dessous ou en amont de l'ordre économique, les conventions, les normes, les règles, les croyances – on ne sait trop –, en un mot tout ce qu'on pourrait appeler *le* politique et *le* symbolique. Quant à son contenu profond, leur travail aurait donc infiniment plus de titres à s'inscrire dans le cadre de la philosophie politique ou de la sociologie générale que de la science économique proprement dite, où il se heurte nécessairement à l'incompréhension. Ne s'agit-il pas en effet d'élaborer une vision non économiciste de l'économie, une vision en définitive étrangère à celle de la science économique, si l'on souhaite réellement surmonter l'économisme ?

À l'inverse, les travaux de la nouvelle sociologie économique, si éclairants qu'ils soient par ailleurs, ont le défaut de sous-estimer la dimension macro de l'économie, son ampleur systémique générale. En un mot, on n'explique pas le fonctionnement de l'économie française ou italienne, et moins encore la mondialisation, en recourant uniquement à une microsociologie centrée sur les seules relations interpersonnelles entre les acteurs. Pas plus qu'il n'est permis de laisser entendre, comme Pierre Bourdieu dans son dernier livre, consacré à l'économie, par exemple, que les prix fixés sur le marché des biens et services (celui de la maison individuelle en l'occurrence) seraient en fait des prix politiques, déterminés par les agents de l'État en relation avec les professionnels et qu'on pourrait donc, en somme, fixer n'importe quel prix pour n'importe quel bien ou service. Il y a là une part de vérité, mais une part seulement. Le marché a une réalité et obéit à une logique *sui generis* qui ne se laisse pas si aisément dissoudre dans les réseaux de sociabilité ou dans le fonctionnement des agences étatiques.

CONTRE LE NATURALISME ÉCONOMIQUE

Pour résister effectivement au destin économiciste qui nous menace de toutes parts, il faut donc se déprendre une bonne fois pour toutes de la croyance fondatrice de la pensée économique et commencer, en quelque sorte, à *dé-penser l'économique*, c'est-à-dire à nous débarrasser peu à peu des réflexes conditionnés de la pensée qui nous régissent d'autant plus que nous les percevons à peine. S'ils étaient explicités, nous dirions aussitôt que nous n'y croyons pas. Et pourtant, nous y croyons sans y croire et sans trop le savoir. Quelle est donc cette croyance fondatrice de l'économisme ? Il n'est guère difficile de l'identifier. Elle réside dans la certitude que nous serions tous au plus profond de nous-mêmes des hommes économiques, des *Homo œconomicus*, ou qu'en tout cas, il convient toujours de raisonner comme si nous l'étions en effet. Des sujets, à l'origine et par nature, indifférents aux autres et qui, en toutes choses, cherchent à maximiser leur avantage propre par le biais d'un calcul rationnel des plaisirs et des peines, des moyens et des fins, des coûts et des avantages.

Même si aucun économiste ne prend pleinement et intégralement au sérieux cette représentation, elle n'en constitue pas moins le fondement indéfiniment récurrent de toutes les analyses économiques. Ces dernières reposent donc sur une anthropologie plus ou moins latente, qui affirme l'éternité, l'universalité et la naturalité d'un certain type humain, d'une *Menschenheit* pour parler comme Max Weber. Or, il ne suffit pas de concéder, ce que n'importe quel économiste sera toujours prêt à faire, que cette vision de l'humain est trop réductrice, qu'elle ne saurait constituer au mieux qu'un artifice méthodologique. Non, il faut montrer qu'elle est *fausse*, qu'il n'y a que très peu de temps, comme le disait Marcel Mauss, que les hommes croient être des hommes économiques, et le deviennent en conséquence pour de bon. Et pour cela, le recours à une perspective anthropologique et historique est indispensable. Non pas au type d'anthropologie imaginaire et purement spéculative qu'affectionnent les économistes et certains philosophes. Mais à l'anthropologie constituée par le travail des ethnologues et des historiens qui se sont en effet affrontés à la diversité de l'humanité.

Constater qu'*Homo œconomicus* n'a pas toujours existé, qu'il n'est pas de toujours et de partout, ou, plutôt et plus justement, qu'il n'a

pas toujours et partout triomphé comme il triomphe aujourd'hui, ne prend toute sa portée qu'adossé à un autre constat : le marché, lui aussi, n'est pas de toujours et de partout. Ou, plutôt et plus justement, le marché n'a pas toujours et partout triomphé. Car qu'est-ce que l'*Homo œconomicus* sinon l'homme qui agit, fonctionne et interagit sur un marché ou dans le cadre d'un système de marchés ? L'hypothèse de la naturalité d'*Homo œconomicus*, constitutive du discours de l'économie, est donc absolument indissociable de l'hypothèse de la naturalité du marché. Et réciproquement.

Et le capitalisme ? On touche ici à un débat central, souvent implicite lui aussi mais récurrent. Sous une forme ou sous une autre, l'essentiel des espoirs placés par les tenants du socialisme en une « autre économie » ou une « autre mondialisation » passe en effet par la distinction forte qu'ils opèrent entre marché et capitalisme. Cette distinction est en apparence d'autant plus précieuse que l'écroulement des socialismes réels a rendu inaudible tout espoir de faire fonctionner une économie planifiée à la place du capitalisme. Quoi d'autre alors ? Eh bien, il faut supprimer le capitalisme mais garder le marché, nous dit-on de toutes parts à gauche.

Or, pour avancer réellement et pas seulement en incantations, nous devons pourtant nous convaincre que cette solution et ce remède sont partiellement illusoire. Pour au moins deux raisons. Au plan théorique d'une part, il est en effet impossible de concevoir un marché, *i.e.* un mécanisme de marché, un marché autorégulé dirait Karl Polanyi, susceptible de fonctionner sans capitalistes marchands, artisans, industriels ou financiers, car eux seuls permettent de former une offre et une demande globales. Or sans offre et demande globales, il n'y a pas de mécanismes de marché. Et, par ailleurs, il est nécessaire d'observer que cette position apparemment radicale – supprimer le capitalisme pour mieux conserver le marché – ne nous permet en rien de rompre avec le naturalisme sous-jacent de la science économique et de l'économie réelle. Au contraire, elle le renforce en proposant en quelque sorte de distinguer entre les mauvais *Homo œconomicus*, les capitalistes, et les bons : tous les autres sujets humains, ainsi universalisés en sujets économiques marchands éternels et omniprésents.

L'originalité du trajet de pensée que nous proposons ici au lecteur, s'il y en a une, est donc de placer la représentation dominante de l'homme économique du marché et du capitalisme sous un regard à la fois anthropologique et historique qui permette de mettre en lumière

sa dimension de contingence. Encore faut-il s'entendre sur cette idée même de contingence. Dire que le triomphe en Occident d'*Homo œconomicus*, du marché et du capitalisme, aurait pu ne pas survenir, ou se produire sous des formes différentes et avec une intensité moindre (comme cela s'est fait dans d'autres régions du monde) ne revient pas à dire qu'il procéderait de rien ou qu'il viendrait de nulle part, comme le laissent entendre ceux qui prétendent penser le triomphe de l'économisme à l'aide du concept d'imaginaire radical proposé par C. Castoriadis. L'avantage de cette conception, aux yeux de ses défenseurs, est de permettre d'espérer, si ce triomphe de l'économisme est bien le résultat d'une sorte de coup de dés, qu'un autre coup de dés puisse aussi bien abolir le précédent et nous faire basculer, comme par un coup de baguette magique, au-delà de l'économisme ou ailleurs, dans un tout autre univers mental et social. Mais l'histoire ne joue pas aux dés et il ne faut pas confondre contingence et arbitraire. L'économie et la science économique auraient pu ne pas se constituer, ou ne pas se constituer comme elles l'ont fait, en effet; mais elles puisent leurs racines profondément, dans un terreau plus vaste et plus ancien qui leur a servi de condition de possibilité et de sol nourricier. L'économique doit être en fait conçu comme le résultat de l'axiomatisation, de l'autonomisation et de la condensation d'un imaginaire utilitariste – ou encore, d'un rapport instrumental au monde – présent en Occident (mais ailleurs aussi) depuis au moins 2 500 ans. Il pouvait ne pas triompher, et ne pas triompher nécessairement sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, mais *il n'est pas né de rien*.

Absence de naturalité de l'*Homo œconomicus* et du marché, coextensivité du marché, du capitalisme et de l'utilitarisme, voilà les thèmes dont traite la première partie de ce livre dans une perspective anthropologique et historique.

QU'IL N'Y A PAS DE TOUT-AUTRE
OU DE TOUT-AILLEURS DE L'ÉCONOMIQUE

Mais le statut de cette perspective doit lui-même être précisé. Et d'autant plus que le cadre de pensée dans lequel elle s'insère, celui que dessine depuis vingt-cinq ans le travail intellectuel collectif mené par et autour de *la Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales), a le plus souvent été mal compris. Là où nous nous

disons « anti-utilitaristes », nombre de nos critiques, plus ou moins bien intentionnés et attentifs, veulent ou croient entendre « an-utilitaristes ». À les en croire, nous proclamerions que la recherche de l'utilité ou de la satisfaction des intérêts individuels n'entre nullement et ne doit pas entrer en jeu dans l'action humaine. Nous disons, au contraire, qu'elle y entre puissamment, mais à des degrés plus variables que ne le postule le modèle économique généralisé qui joue un rôle si central en sciences sociales, parce que l'intérêt individuel, l'intérêt pour soi, est toujours tempéré, modulé ou contrarié, dans des proportions et selon des modalités également variables, par l'intérêt pour autrui (l'amitié, la solidarité, l'amour², etc.), par l'obligation sociale ou par le plaisir de la liberté et de la créativité. Il convient donc de faire toute leur place à l'utile et à l'intérêt, mais sans oublier d'en ménager une également aux trois autres dimensions de l'action. Nous n'encourageons donc nullement à supprimer les considérations d'utilité ou à mépriser l'utilitarisme, mais nous disons qu'ils doivent être surmontés et subordonnés à d'autres fins. Et qu'ils le sont d'ailleurs nécessairement partout où s'édifie une relation sociale durable et reproductible puisque cette subordination de l'utilitaire est justement la condition *sine qua non* de la constitution de ce type de relation.

C'est ici que nous rejoignons la deuxième source de malentendus fréquents sur le cheminement intellectuel du MAUSS. Puisque nous affirmons, dans le sillage de l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss, que les sociétés ne se sont pas d'abord constituées et instituées sur la base du contrat, de l'échange marchand et du donnant-donnant, mais à partir de ce que Mauss appelait *la triple obligation de donner, recevoir et rendre* (et les psychanalystes, le symbolique), un certain nombre de lecteurs empressés à laisser entendre que nous ne disons que des sornettes (meilleur moyen de faire des petites économies de pensée) ont affecté d'en déduire que nous idéaliserions les sociétés premières et y verrions partout des bons sauvages uniquement mus par un sens tout chrétien de la charité. C'était, là encore, confondre une vision anti-utilitariste du don avec sa représentation (ou son idéalisation) an-utilitariste, celle d'un Jacques Derrida par exemple, qui n'accepte de parler de don qu'en présence de la gratuité totale et du sacrifice radical des intérêts personnels. Or rien n'est plus éloigné d'une conception anti-utilitariste, qui voit au contraire dans le don l'espace symbolique

2. Ce que, dans *Anthropologie du don*, nous proposons d'appeler *l'aimance*.

dans lequel les sujets rivalisent pour affirmer et faire reconnaître leur identité de donateur³ et créent ainsi le rapport social – autrement dit l'identité collective – dans le cadre duquel ils pourront, précisément, et grâce à ce détour, satisfaire leurs intérêts respectifs.

Pas plus que l'anti-utilitarisme ne peut être pensé comme une alternative radicale à l'utilitarisme – il est à la fois son opposé et son complément dialectique –, le don n'est un tout-autre du marché ou du contrat. Il ne se réduit d'ailleurs en aucune façon à une essence clairement isolable. Nous suggérons dans la deuxième partie de ce livre – intitulée « Considérations intermédiaires » – que le don n'existe et n'est intelligible que conçu comme moment d'un cycle, celui du donner-recevoir et rendre, et qu'il prend une forme et une signification bien différentes selon qu'on entre dans le cycle par le moment du donner, par celui du recevoir ou par celui du rendre. Il y a, par ailleurs, du *prendre* dans le donner (qu'on songe, par exemple, à la relation érotique) et, plus généralement, le cycle du don isolé par Mauss – qui peut être cycle de dons de biens (de bienfaits) comme il peut l'être de maux (de méfaits) – n'est lui-même compréhensible que mis en relation avec son opposé, le cycle du *prendre, refuser et retenir*.

Intrinsèquement ambivalent, opérateur et réducteur d'ambivalence par l'ambivalence (sur un mode homéopathique) – car qui donne, qui reçoit, qui prend en définitive ? Il est de la logique du don que cette question ne puisse jamais être parfaitement tranchée –, le don n'est pas le tout-autre de l'échange économique même s'il en est l'image inversée. Car il y a du contrat dans le don, comme il y a du don dans le contrat. Pas d'*Homo donator* sans une part, en arrière-plan, d'*Homo œconomicus*. Et réciproquement. Tout, ici, est affaire de dominantes et de hiérarchies enchevêtrées.

VOIE DU MILIEU *VERSUS* RÉVOLUTIONS IMAGINAIRES

Ces dernières remarques permettent d'éclairer le statut des diverses analyses, plus actuelles, que nous présentons dans la troisième partie. Toutes s'inspirent du même souci : dé-penser l'économique. Qu'il

3. Le travailleur, le producteur ou le créateur devant être compris comme des formes et des concrétisations particulières et déterminées de la figure du donateur. Cf. sur ce point le n° 23 de la *Revue du MAUSS semestrielle*, « De la reconnaissance. Don, identité et estime de soi », 1^{er} semestre 2004.

s'agisse de discuter les expériences dites d'économie solidaire, le mot d'ordre du développement durable ou de la décroissance conviviale, les perspectives d'une autre mondialisation économique, à chaque fois nous tentons de montrer que ces expériences, ces idéaux ou ces perspectives ne prennent tout leur sens qu'à partir du moment où l'on cesse de les penser comme des problèmes économiques, susceptibles de recevoir des solutions économiques, et qu'on se convainc qu'ils sont, en fait et en dernière analyse, des problèmes d'ordre politique (au sens là encore *du* politique). Plus précisément, ils constituent autant d'illustrations du caractère toujours et nécessairement problématique de l'idéal et de l'aventure démocratiques. Or il est hors de question de méconnaître que l'idéal démocratique moderne s'est forgé largement dans le cadre de la pensée utilitariste. Qu'on ne saurait donc ni le rejeter ni le mépriser – nous n'avons pas d'autre idéal à portée de main que celui de la démocratie. Mais, ici aussi, il faut apprendre à le surmonter pour lui permettre de se ressourcer à une fontaine plus vive puisque, alors qu'il se mariait initialement avec une aspiration profonde à la liberté, l'égalité et la solidarité, il se confond désormais trop massivement avec son avatar et sa cristallisation economicistes. En ce sens, la source utilitariste de l'esprit démocratique est aujourd'hui largement tarie.

Tentons d'éviter quelques nouvelles équivoques ou malentendus probables. Renvoyer les problèmes de l'économie solidaire, du développement durable ou des mondialisations alternatives au pôle du politique et de l'imagination démocratique ne revient nullement à dissoudre l'économique dans le politique – à la manière dont on disait après 1968 « tout est politique » –, ou à affirmer qu'il n'y aurait pas de problèmes économiques mais seulement des problèmes politiques. Bien au contraire⁴. Il s'agit seulement d'affiner notre cartographie théorique et idéologique et de ne pas se tromper d'objectif et d'adversaire. Ce qui est vrai de ces problèmes-là ne l'est pas de tout problème économique.

4. Nous croyons ainsi faire preuve, par exemple, de beaucoup plus de réalisme économique, de croyance en la réalité de l'économique, que nombre d'auteurs récents, même d'un anticapitalisme modéré, comme Dominique Méda, Patrick Viveret ou Jean Gadrey, qui croient souhaitable de proposer une autre définition sociale de la richesse que sa définition comptable et statistique par le PNB. Cette proposition, dont nous comprenons et partageons nombre de motivations, nous paraît à d'autres égards illusoire. On ne change pas de définition de la richesse comme de chemise. Et la richesse marchande est sûrement infiniment critiquable à de multiples titres, elle n'en est pas moins bien réelle.

Pour faire retour à l'échec historique de la critique de l'économique que nous mentionnions plus haut, il importe, pour en comprendre les raisons, d'observer qu'elle a constamment oscillé entre une perspective révolutionnariste portée par le marxisme – largement inopérante quand elle n'a pas été catastrophique ou meurtrière – ou, au contraire, un réformisme souvent trop complaisant et en tout cas, quelques réalisations majeures et importantes qui soient à porter à son crédit, trop dénué de soubassements théoriques fermes et assurés. Guère exaltant et mobilisateur.

Peut-être, c'est en tout cas le pari qui anime la démarche que nous proposons ici de suivre, la bonne voie est-elle une voie du milieu – en rien éclectique, au contraire⁵ –, une voie qui sache harmoniser les aspirations anti-utilitaristes à ne pas se laisser dicter son destin par les lois du marché, et le sens du possible effectif. Curieusement, la voie du radicalisme effectif est sans doute celle qui renonce à toute pose ou posture radicale, à tout radicalisme de parole ou de façade, parce qu'elle comprend que des changements d'une ampleur considérable, des bouleversements du tout au tout peuvent résulter de peu de choses : d'une autre manière de concevoir et de poser les problèmes, d'un autre regard soudain jeté sur la réalité, d'une bifurcation.

Ainsi, quelque définition qu'on en retienne, ce qu'on appelle l'« économie solidaire » – et c'est là le cœur de son projet – aspire à résoudre des problèmes d'ordre économique en mobilisant des énergies et des bonnes volontés dans le cadre du principe associatif, en subordonnant la recherche du profit ou de l'avantage individuel et les considérations d'ordre administratif à un certain sens éthique du collectif, autrement dit à l'esprit du don, chacun entendant donner et apporter aux autres avant de (et pour) recevoir soi-même. On ne saurait donc confondre le monde des associations, fondé sur cet esprit de don et de mutualité, avec celui des entreprises et des administrations où dominant, respectivement, le profit privé ou la règle publique imposée. Il n'en serait pas moins profondément erroné d'espérer et de croire, comme c'est souvent le cas aujourd'hui en Amérique latine, que l'économie solidaire puisse ou doive remplacer purement et simplement le capitalisme ou

5. L'éclectique (ou le « centriste ») dit oui à tout et à tous en fonction des intérêts opportunistes du moment. Le tenant de la voie du milieu, dans le sillage d'Aristote, de Bouddha et de bien d'autres, sait en quoi consiste la « vertu », la voie ou le *tao*, et il la cherche sans concessions. Mais il sait aussi que la voie n'est jamais la même selon les circonstances, les lieux et les moments, que l'on peut faillir par excès comme par défaut et que qui veut faire l'ange fait trop souvent la bête.

l'État. D'abord, et nous essaierons de le montrer avec quelque détail, parce que l'économie solidaire ne peut pas être intrinsèquement économique – en ce sens qu'elle ne trouve pas dans l'ordre économique son principe de cohésion propre – et, ensuite, parce qu'elle ne peut pas se constituer dans une altérité radicale au marché ou à l'État.

Il y a en effet du contrat et de l'échange dans le don. De la règle et de la hiérarchie aussi. Rien ne permet donc de garantir que des associations ou des ONG puissent toujours et partout se conformer indéfiniment à leur principe mutuelliste et réciprocaire constitutif par principe. Elles ne le feront en tout cas pas spontanément, par nature ou par essence. Les exemples sont légion d'associations ou d'ONG qui deviennent de fait des entreprises ou des organes de l'État, quand elles ne l'ont pas été en réalité dès le départ. Symétriquement, il est possible de montrer qu'aucune entreprise capitaliste, grande ou petite, ne peut fonctionner sans mobiliser à son profit l'énergie donatrice et la loyauté de ses employés. La chose est vraie de l'administration dans laquelle le respect de la loi ou de la règle l'emporte hiérarchiquement sur l'intérêt individuel ou sur les logiques associatives. Mais les administrations efficaces ne sont-elles pas celles dans lesquelles domine un authentique sens du service public, autrement dit un esprit du don étendu à l'échelle de la nation ?

Cessons donc d'imaginer une économie solidaire, ou un développement durable ou une autre mondialisation, aux antipodes du capitalisme (ou du marché) et de l'État, d'opposer des associations supposées pures à des entreprises censées être toujours impures ou à des administrations nécessairement oppressives, les bons bénévoles ou les militants intègres aux méchants capitalistes ou aux vilains fonctionnaires, à la manière dont hier on rêvait d'abolir l'État et le marché. Avec les résultats que l'on connaît.

Mais n'est-ce pas là, dira-t-on, se résigner à l'inéluctable, se condamner à tout accepter dans un éclectisme stérile, et au bout du compte peu ragoûtant ? à tout mélanger, tout condamner et tout absoudre en même temps – capitalistes, militants, bureaucrates et aventuriers, crapules et hommes de bonne volonté ? Il nous semble que c'est tout le contraire. Ce n'est qu'à partir du moment où les militants associatifs ou politiques seront intimement persuadés qu'ils ne sont pas *a priori* plus purs et plus vertueux que d'autres, saints et sains par nature ou par prédestination, que rien ne les prémunit à tout coup contre les dérives qu'ils dénoncent à juste titre dans les entreprises capitalistes

ou dans les appareils d'État, qu'ils pourront commencer à se demander avec quelque chance de succès quels sont les moyens, pas toujours faciles à trouver, qu'il leur faut mettre en œuvre pour qu'associations ou partis politiques animés par un idéal ne se changent pas en leur contraire : des machines à briser l'espoir. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront commencer à rechercher les moyens effectifs, jamais connus d'avance et jamais assurés, de préserver, de faire vivre et fructifier l'aspiration démocratique qui les a fait naître. Concrètement, cela implique que, plus encore que de la recherche de leur efficacité sur le marché ou dans l'obtention des subventions, plus que des techniques de gestion, les associations se préoccupent des technologies démocratiques et passionnelles, des moyens par lesquels l'inéluçtable « routinisation du charisme » analysée par Max Weber est susceptible d'être limitée et empêchée de faire oublier jusqu'au souvenir du projet initial et de l'espérance démocratique première.

Cette minimisation de l'idéalisme et de l'idéologie ne peut sembler décourageante que dans un premier temps et par un premier réflexe. Limitant le souhaitable, elle accroît la part du possible effectif et fait apparaître soudain réalisables les grandes mutations sans cesse espérées mais jamais atteintes. Car à quoi ressemblerait, effectivement, un autre univers que celui qui s'annonce, de plus en plus invivable, ce monde exclusivement régi par le tout-économique, sinon à un monde dans lequel se multiplieraient les passions anti-utilitaristes, les associations qui seraient et sauraient rester réellement telles, ou les partis politiques qui se dévoueraient effectivement à l'idéal démocratique au lieu de se l'approprier et de l'instrumentaliser⁶ au profit de leurs bureaucraties ? Qui vivraient effectivement *pour* la démocratie plutôt que *de* la démocratie. Or ce monde-là, n'est-il pas en fait tout proche de naître, sans avoir besoin, pour éclore, des grands soirs ou des matins qui chantent à tue-tête ?

6. Assez curieusement, ce monde dont nous esquissons le portrait en quelques mots n'est pas si dissemblable qu'on pourrait le croire de celui que décrivent des auteurs apparemment beaucoup plus « radicaux » que nous, comme Toni Negri, dans *Empire* [2004] ou Michael Hardt dans *Multitude* [2004], ou encore Miguel Benassayag. Ils renoncent en effet (et d'ailleurs trop et trop vite, à notre avis) à s'attaquer frontalement au « système », à l'Empire ou à l'économique, au profit de la création de multiples réseaux de résistance, autrement dit de myriades d'associations. La différence, c'est qu'ils ne veulent pas renoncer à la rhétorique révolutionnariste et à son *pathos* millénariste, même inversés ou affaiblis en leur contraire, et qu'ils croient possible de tirer une croix sur le politique et la question du pouvoir.

Pour aller à contre-destin, peut-être suffit-il en fait (ou est-il nécessaire d'abord) de changer de regard, de *dé-penser l'économique*, et d'ouvrir ainsi des possibles jusque-là fermés ou interdits. Voilà qui ne préjuge de rien. Dé-penser l'économique laisse au départ toutes choses en l'état et ne fournit aucune formule magique qui permettrait de trancher *a priori* et avec certitude entre les mille et une voies de la politique économique et sociale qui s'affrontent. Beaucoup jugeront donc que c'est bien peu. Trop peu⁷. D'autres, peut-être, trouveront que ce n'est pas rien. Ou la juste mesure. Espérons que ces derniers trouvent quelque intérêt à ce livre qui tente de dessiner les contours et les conditions de possibilité théorique de cet autre monde possible, si proche du nôtre et si différent. Radicalement hors d'atteinte, apparemment, et peut-être bien, pourtant, à portée de main.

* *
*

À l'exception de l'introduction, totalement inédite, cet ouvrage assemble des textes dont l'écriture s'est échelonnée sur les vingt-cinq dernières années (cf. « Textes originels », p.309). Nous ne nous serions pas lancé dans cette entreprise si on ne nous l'avait pas demandé... Il n'est pas évident, en effet, de faire tenir ensemble des textes écrits en des temps si éloignés et sur des sujets très divers. Sans être trop convaincu au départ que le jeu en vaille la chandelle, y prenant goût peu à peu, nous les avons remaniés et avons tenté d'actualiser ce qui devait l'être, de tailler, de rabouter et d'harmoniser ce qui pouvait l'être. Au lecteur de décider si l'entreprise avait bien un sens. Qu'il soit averti, en tout cas, que selon nous les divers chapitres qui composent ce livre peuvent être lus dans la continuité ou au contraire séparément, ad libitum. Autre manière de dire que le lecteur qui s'ennuierait trop dans certains passages pourra donc trouver éventuellement quelque plaisir à d'autres...

7. À y réfléchir, notre position n'est pas sans évoquer celle de la médecine homéopathique. Qui n'agit que du néant, si l'on croit ce qu'en disent certains médecins allopathes (et leurs académiciens), ou ces chirurgiens qui préfèrent toujours opérer et trancher dans le vif. Il n'est donc peut-être pas inutile de rappeler que l'homéopathie n'est pas dogmatique et ne s'interdit aucun recours aux antibiotiques ou à la chirurgie en cas de besoin...